

STATEMENT OF WORK TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR)

RECRUTEMENT D'UN (1) CONSULTANT POUR L'ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION.

Solicitation Number : FY20-0015

Numéro de l'appel d'offres FY20 -0015

Date limite: 3 Juillet, 2020

I. CONTEXTE GENERAL

Financé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) en Haïti, le Projet d'Appui à la Gestion Efficace des Ressources de l'État (GERÉ) sera mis en œuvre pour une période de trois (03) ans, avec une option de deux (2) années supplémentaires. Ce projet est dirigé par un consortium composé d'une firme américaine Research Triangle International (RTI) et de deux firmes haïtiennes : le Centre de Formation et d'Encadrement Technique (CFET) et l'Institution de Formation et de Services SA (IFOS).

Le projet GERÉ a trois (3) principaux objectifs :

- **Objectif 1** : Améliorer la capacité des entités gouvernementales à gérer et à mobiliser des ressources et à fournir des services aux citoyens.
- **Objectif 2** : Créer des opportunités pour un plus grand engagement des citoyens, de la société civile, du secteur privé et du gouvernement dans la définition et la prise en compte des priorités de développement.
- **Objectif 3** : Améliorer la communication, la collaboration et la coordination entre le gouvernement et le Parlement sur les questions de politique, de budget, et de prestation de services.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les présents termes de référence visant à solliciter les services professionnels d'un (1) consultant en vue d'une assistance technique à l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption.

II. JUSTIFICATION

Le 16 mars 2009, par résolution prise en conseil des ministres, le Gouvernement haïtien a adopté la Stratégie nationale de lutte contre la corruption. L'un des objectifs de cette Stratégie consiste à « *augmenter de façon sensible et significative l'indice de perception de la corruption en Haïti* ». Ainsi, neuf (9) axes d'intervention avaient été retenus afin de permettre au pays de gagner un (1) point chaque année jusqu'à atteindre le score de 6.1, soit 61 sur 100, en 2018. En effet, Il faudra également souligner que l'Etat Haïtien a ratifié deux conventions Internationales dans le cadre de

la lutte contre la corruption, dont les exigences devront être appliquées par le pays en harmonisant son système Juridique et institutionnel.

Dans le cadre de son support au Gouvernement Haïtien pour combattre la corruption, l'USAID à travers son Projet GERE sollicite des applications pour le recrutement d'un consultant national pour évaluer la Stratégie nationale de lutte contre la corruption de 2009. Cette évaluation donnera lieu à l'élaboration d'une nouvelle Stratégie pour les dix (10) prochaines années.

III. OBJECTIFS FIXES

L'objectif général de cette mission consiste à évaluer la Stratégie de 2009 afin d'identifier ses limites et proposer des actions à entreprendre par les différents secteurs de la vie nationale pour mieux lutter contre la corruption pendant les dix (10) prochaines années.

IV. METHODOLOGIE ADOPTÉE

Pour atteindre les objectifs fixés de cette évaluation, le consultant devra finaliser les activités suivantes :

Activités prévues pendant le COVID

- Rencontrer les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption de 2009 ;
- Identifier les contraintes liées aux problèmes d'atteinte des résultats escomptés ;
- Faciliter l'atelier de diagnostic et d'identification des axes de la stratégie de lutte contre la corruption et du plan d'action de mise en œuvre et de suivi des actions avec les institutions haïtiennes et les partenaires techniques et financiers ;

Livrables intermédiaires

- Rapport de diagnostic faisant ressortir les forces, les faiblesses ainsi que les problèmes liés à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption de 2009
- Document d'identification des axes de la stratégie de lutte contre la corruption et du plan d'action de mise en œuvre et de suivi des actions avec les institutions haïtiennes et les partenaires techniques et financiers

Activités post COVID et déplacement sur le terrain

- Faciliter la tenue de trois (3) ateliers interrégionaux (Nord, Ouest et Sud) de consolidation des axes de la stratégie et du plan de mise en œuvre et de suivi des actions de lutte contre la corruption
- Animer l'atelier de restitution/validation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- Intégrer les recommandations issues de l'atelier de restitution/validation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption ; Rédiger la nouvelle stratégie et le plan d'action de mise en œuvre de la lutte contre la corruption.

Des réunions périodiques entre les consultants et l'équipe de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) seront organisées pour cerner les aléas et les risques afférents à la prestation, d'une part, et pour s'assurer du bon déroulement des travaux, de l'autre.

V. SECTEURS CIBLES

Voici les différents secteurs qui seront consultés dans le cadre de cette évaluation :

- Les trois (3) pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire ;
- Les institutions publiques de contrôle ;
- Le secteur privé des affaires ;
- Les universités ;
- Membre de la société civile ;

VI. RESULTATS ATTENDUS

Un document de stratégie de lutte contre la corruption comprenant :

- Une note de cadrage de la mission ;
- Le bilan critique et participatif de la mise en œuvre de l'ancienne stratégie ;
- Les options stratégiques, les axes d'intervention et le cadre des résultats de la nouvelle stratégie de lutte contre la corruption ;
- Et le plan de mise en œuvre et de suivi des actions de ladite stratégie.

VII. DUREE DE LA CONSULTATION ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

La durée totale de la consultation est de **cent quatre-vingts jours (180) jours calendaires** de travail effectif. En relation avec les parties concernées et suivant les conditions exigées par les travaux de terrain, les consultants organiseront leur travail selon un programme approprié, leur permettant notamment de procéder aux diagnostics, analyses et consultations requises.

VIII. PROFIL DU CONSULTANT

Education et Experience professionnelle:

- Master en Droit, Science Politique, Sciences Sociales ou équivalent ;
- Expertise technique et expérience pratique dans l'élaboration de politique et stratégie de lutte contre la corruption ;
- Maîtrise des techniques de recherche et d'enquête ;
- Expérience de réalisation d'études similaires ;
- Bonne connaissance du contexte haïtien et de l'Administration publique ;
- Familiarité avec les conventions internationales anti-corruption (CNUCC et CICC).

Competences et aptitudes:

- Bonnes aptitudes interpersonnelles et de travail en équipe;

- Excellentes capacités de communications rédactionnelles (écrit et verbal) ;
- Très motivé avec une habilité à travailler avec un minimum de supervision ;
- Bonne maîtrise de la langue française et bonne connaissance de l'anglais (un atout);
- Bonne maîtrise des outils informatiques.

IX. SUBMISSION INFORMATION/ INFORMATIONS SUR LA SOUMISSION

Veillez soumettre :

1. Un curriculum vitae (CV)
2. Une lettre de motivation et une proposition technique d'une page comprenant un résumé de vos qualifications
3. Les étapes proposées nécessaires pour mener à bien le travail
4. Les principales entités à consulter au cours du processus et le calendrier proposé

Prière de soumettre votre application le 3 Juillet 2020 au plus tard. Les dossiers de candidature doivent être soumis uniquement par courrier électronique à : procurement@ht.gere.rti.org en indiquant le Numéro de l'Offre# FY20 -0015.